

Cahier des clauses administratives particulières

EXTERNALISATION DE LA GESTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE DU PLAN DE DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES DE L'INERIS

Table des matières

Article 1. OBJET DU MARCHE.....	6
Article 2. PROCEDURE ET FORME DU MARCHE ET DES NOTIFICATIONS	6
2.1. Forme et procédure	6
2.2. Clause de non-exclusivité.....	6
2.3. Allotissement	6
2.4. Forme des notifications	6
2.5. Prestations similaires.....	6
2.6. Prestations supplémentaires	6
2.7. Prestations ponctuelles sur devis.....	7
Article 3. PROPRIETE INTELLECTUELLE	7
3.1. Droits de l'acheteur	7
3.2. Régime des données	7
3.3. Exercice des droits	7
3.4. Garantie des droits	8
Article 4. PARTIES	8
4.1. Pouvoir Adjudicateur	8
4.2. Titulaire.....	8
4.2.1. Sous-traitance.....	8
4.3. Sanctions légales :.....	8
Article 5. OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	9
5.1. Obligation de reporting mensuel et de suivi de l'exécution.....	9
5.2. Dépôt des pièces administratives	9
Article 6. DEONTOLOGIE ET PREVENTION DES CONFLITS D'INTERETS	10
6.1. Transparence des conditions économiques relatives aux organismes de formation ...	10
Article 7. DUREE	11
7.1. Durée du marché	11
7.2. Reconduction.....	11
Article 8. DOCUMENTS CONTRACTUELS	12
8.1. Documents contractuels du marché	12
8.2. Pièces à remettre au Titulaire	12
Article 9. PRIX DU MARCHE.....	13
9.1. Décomposition du prix	13

9.2.	Clause de Réexamen	14
9.3.	Contenu des prix.....	14
9.4.	Variation des prix.....	14
9.5.	Clause butoir	14
9.6.	Application de la taxe sur la valeur ajoutée.....	14
Article 10.	VERIFICATION – RECEPTION & GARANTIE.....	15
Article 11.	CONDITIONS GENERALES D’EXECUTION	15
11.1.	Responsabilité – Lieu d’exécution.....	15
11.2.	Identification des personnels du Titulaire.....	15
11.3.	Cybersécurité	16
11.4.	Dispositif de lutte contre le travail dissimulé	17
11.5.	Représentation des parties	17
11.6.	Remplacement des intervenants.....	18
11.7.	Gestion des actions de formation engagées en fin marché.....	18
Article 12.	CLAUSE DE REVERSIBILITE - TRANSFERT DES CONNAISSANCES, DES FLUX ET SECURISATION DES PRESTATIONS EN COURS.....	20
12.1.	Principes généraux.....	20
12.2.	Transfert des procédures et modes opératoires.....	20
12.3.	Cartographie des flux et des processus.....	20
12.4.	État de situation des dossiers en cours	20
12.5.	Transfert des dossiers et complétude	21
12.6.	Organisation du transfert	21
12.7.	Plan de réversibilité	21
12.8.	Responsabilité et qualité de la réversibilité	21
12.9.	Objectif de la clause.....	21
12.10.	Complément clause de réversibilité – Objectif de finalisation des dossiers et suivi renforcé	22
12.10.1.	Finalisation des dossiers en fin de marché	22
12.10.2.	Obligation d’anticipation via l’accès au SI INERIS	22
12.10.3.	Suivi renforcé des factures en fin d’année calendaire.....	22
12.10.4.	Objectif de réduction du stock résiduel	22
12.10.5.	Justification des dossiers non finalisés.....	22
Article 13.	CLAUSE RESPONSABILITE SOCIALE, SOCIETALE ET ENVIRONNEMENTALE.....	23
13.1.	Engagements sociaux	23
13.2.	Engagements environnementaux.....	23

13.3.	Engagements sociétaux et éthiques	23
13.4.	Modalités de suivi	24
13.5.	Non-conformité et mesures correctives	24
13.6.	Objectif de la clause.....	24
Article 14.	CONFIDENTIALITE	24
14.1.	Confidentialité des informations :	24
14.2.	Traitement des données à caractère personnel :.....	25
Article 15.	MONTANT – REGIME FISCAL	27
15.1.	Montant.....	27
15.2.	Régime fiscal.....	27
15.3.	Modalités de versement des règlements partiels définitifs.....	27
15.3.1.	Echelonnement des paiements :	27
15.3.1.	Présentation des demandes de paiement	28
15.4.	Paiements des co-traitants.....	29
15.5.	Répartition des paiements en cas de sous-traitance.....	29
15.6.	Modalités de paiement direct des sous-traitants	29
Article 16.	RENSEIGNEMENTS BUDGETAIRES ET COMPTABLES	29
Article 17.	CLAUSE RELATIVE A L'EXECUTION DU MANDAT.....	30
17.1.	Principe de validation préalable obligatoire.....	30
17.2.	Plafond opérationnel des engagements.....	30
17.3.	Principe de double contrôle	30
17.4.	Traçabilité et justification des opérations	31
17.5.	Responsabilité du Titulaire	31
17.6.	Objectif de la clause.....	31
Article 18.	PENALITES.....	31
Article 19.	REGLEMENT DES LITIGES	32
19.1.	L'organe chargé des procédures de médiation.....	32
19.2.	L'instance chargée des procédures de recours.....	33
Article 20.	RESILIATION	33
20.1.	Résiliation du marché.....	33
20.1.1.	Résiliation pour manquement.....	33
20.1.2.	Résiliation en cas d'atteinte d'un seuil de 20% de pénalités cumulées :.....	33
20.1.3.	Irrégularité de la situation administrative du Titulaire	33
20.1.4.	Autres motifs de résiliation du marché.....	34

20.1.5.	Redressement, liquidation judiciaire,	34
20.2.	Observations du Titulaire en cas de résiliation	34
Article 21.	EXECUTION AU FRAIS ET RISQUES	35
Article 22.	UTILISATION DE LA LANGUE FRANÇAISE.....	35
Article 23.	ASSURANCES	35
Article 24.	RESPONSABILITE.....	36
Article 25.	CESSION DU MARCHE	36
Article 26.	DEROGATIONS.....	37
Article 27.	ANNEXE PLAN DE REVERSIBILITE DU PRESENT MARCHE (à compléter par le Titulaire)	38

Article 1. OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché définit les conditions selon lesquelles l’Ineris confie au Titulaire, qui accepte, la fourniture de prestations décrites dans le CCTP-S26GESFORM et dans son annexe « rôles et responsabilités » ci-après désignée « les Prestations ».

Article 2. PROCEDURE ET FORME DU MARCHÉ ET DES NOTIFICATIONS

2.1. Forme et procédure

Le présent marché à tranches, relatif à des prestations de services, est soumis au code de la commande publique et conclu selon une procédure formalisée conformément aux articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 A R. 2161-5 du code de la commande publique.

Le montant estimatif global du marché, mentionné ci-après à titre purement indicatif et sans aucun engagement d’aucune sorte, est plafonné, pour toute la durée du marché reconduction éventuelle comprise à 280 000 euros hors taxes.

2.2. Clause de non-exclusivité

Dans de rares cas particuliers, certains organismes subventionnent l’Ineris pour des actions de formation, ils peuvent exiger de payer eux-mêmes directement les organismes de formation. Dans ces quelques cas de figure atypiques, l’Ineris dérogera au CCTP pour ce qui concerne la gestion par le Titulaire du paiement des factures, (les tâches relatives à l’inscription, la relance du stagiaire avant le jour J, le recueil de son évaluation à chaud et la saisie des données dans l’outil SIRH restent à la charge du Titulaire.)

2.3. Allotissement

Conformément à l’article L2113-11 du code de la commande publique, l’Ineris décide de ne pas alloter ce marché car « la dévolution en lots séparés [...] risque de rendre techniquement difficile l’exécution des prestations »

2.4. Forme des notifications

La notification au Titulaire des décisions ou informations du pouvoir adjudicateur qui font courir un délai est faite par échanges dématérialisés, transmission électronique (notamment mail, télécopie, moyen électronique) ou sur supports électroniques. Les modes de transmission utilisés doivent permettre de donner une date certaine de réception.

2.5. Prestations similaires

Conformément à l’article R.2122-7 du code de la commande publique, l’Ineris se réserve la possibilité de conclure un marché passé sans publicité ni mise en concurrence préalable ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au Titulaire du présent marché.

2.6. Prestations supplémentaires

Conformément à l’article R.2194-2 et R2194-3 du code de la commande publique, le présent marché peut être modifié lorsque des services supplémentaires, sont devenus nécessaires et ne figuraient pas dans le présent marché. Les montants supplémentaires induits ne pourront avoir pour conséquence de dépasser l’enveloppe financière maximum déterminée pour ce marché et mentionnée à l’acte d’engagement.

2.7.Prestations ponctuelles sur devis

En fonction des besoins, l’Ineris peut demander au Titulaire du présent marché, la réalisation de prestations ponctuelles, après que le Titulaire a établi un devis basé sur les prix indiqués dans le BPU.

Ces prestations s’exécutent sur bons de commande après acceptation du devis par l’Ineris, avec confirmation des délais de réalisation.

Article 3. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Conformément à l’article 34 du CCAG-FCS, le Titulaire accorde à l’Ineris au titre du présent marché, les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l’état ou modifiés, de façon permanente pour les besoins d’utilisation découlant de l’objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

3.1.Droits de l’acheteur

Le Titulaire cède à l’acheteur les droits patrimoniaux des droits d’auteur ou des droits voisins des droits d’auteur afférents aux résultats, pour la finalités et besoins d’utilisation de celui-ci et comprenant notamment le droit d’assurer ou de faire assurer par tout tiers l’évolution de tous résultats, en ce compris transférer les droits sur les résultats à tout tiers bénéficiaire d’un transfert de compétences de l’acheteur.

Cette cession des droits couvre les résultats, à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de la réception des prestations, pour le monde entier et pour la durée légale des droits d'auteur ou des droits voisins du droit d'auteur.

Ces droits comprennent, dans le respect des droits moraux, l'ensemble des droits patrimoniaux de reproduction, de représentation et de distribution, et notamment les droits d'utiliser, d'incorporer, d'intégrer, d'adapter, de modifier, d'arranger, de corriger, de traduire les résultats en toutes langues, en tout ou en partie, en l'état ou modifiés pour les finalités et besoins d'utilisation de l’Ineris et tels qu'applicables au marché.

Compte tenu de leurs spécificités, les résultats sont cédés à titre exclusif.

Le prix de cette cession est forfaitairement compris dans le montant du marché.

3.2.Régime des données

Les données intégrées ou générées dans le cadre du présent marché sont confidentielles et appartiennent exclusivement à l'acheteur. Le Titulaire dispose d'un accès aux données dans le cadre de l'exécution du présent marché aux seules fins de son exécution.

Le Titulaire s'interdit d'en faire un quelconque usage, direct ou indirect, en dehors des prestations du présent marché, sauf autorisation préalable et expresse de l'Ineris.

3.3.Exercice des droits

Pour permettre à l'Ineris d'exercer les droits qui lui sont accordés au titre du marché, le Titulaire livre spontanément et au fur et à mesure de l'exécution des prestations, l'ensemble des éléments nécessaires à cet exercice, ainsi que leurs mises à jour ou évolutions au cours du marché.

3.4. Garantie des droits

Le titulaire garantit à l'Ineris la jouissance pleine et entière, libre de toute servitude, des droits cédés ou licenciés aux termes du marché sur les résultats et les connaissances antérieures standards ou non.

De manière générale, le Titulaire ne peut opposer ses droits ou titres de propriété intellectuelle ou ses droits de toute autre nature à l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures, lorsque celle-ci est conforme aux besoins d'utilisation applicables au marché.

Article 4. PARTIES

4.1. Pouvoir Adjudicateur

L'Ineris, établissement public à caractère industriel et commercial placé sous la tutelle du ministère en charge de l'Environnement est le pouvoir adjudicateur.

4.2. Titulaire

Le Titulaire du marché est l'opérateur économique ou l'ensemble des opérateurs économiques chargé de l'exécution des prestations du marché.

4.2.1. Sous-traitance

Le Titulaire pourra, le cas échéant, recourir à des entreprises intervenantes pour l'exécution du présent marché et dans cette hypothèse, en demandera préalablement l'autorisation par écrit, à l'Ineris.

Le Titulaire restera, en tout état de cause, le seul responsable de l'exécution du marché et s'engage à faire respecter par ses sous-traitants toutes les obligations au titre du présent marché.

Il est précisé que la sous-traitance totale du marché est interdite.

La demande d'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance devront être adressés à l'Ineris (à la personne en charge du suivi de l'exécution du marché) au plus tard 20 jours calendaires précédents l'intervention prévue du sous-traitant.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, le candidat remet avec son offre un formulaire DC4 de déclaration de sous-traitance. Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance, la date d'établissement des prix et le régime des avances, les réfections, les pénalités, toutes ces conditions ne pourront pas déroger aux conditions prévues au présent CCAP.

4.3. Sanctions légales :

Sans préjudice de l'application de sanctions légales, le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable du sous-traitant et sans agrément préalable des conditions de paiement, expose le Titulaire à l'application de pénalités prévues à Article 18 du présent CCAP.

Il en est de même si le Titulaire du marché a fourni en connaissance de cause des renseignements inexacts à l'appui de sa demande.

L'application des pénalités ne fait pas obstacle à la résiliation de plein droit du marché et à l'octroi de dommages et intérêts au titre du préjudice subi.

Article 5. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

5.1. Obligation de reporting mensuel et de suivi de l'exécution

Au plus tard le 5^{ème} jour ouvré du mois suivant la période concernée, le Titulaire du marché transmet par voie électronique les reporting exigés dans les documents du marché à savoir pour rappel :

Le rapport mensuel avec le suivi des indicateurs de la prestation décrits dans le CCTP.

Le rapport trimestriel de présentation au COPIL.

Le rapport trimestriel de présentation RSE.

A défaut de transmission dans les délais indiqués, le Titulaire encourt les pénalités mentionnées à Article 18 du présent CCAP.

5.2. Dépôt des pièces administratives

Précision : la procédure décrite ci-dessous ne se substitue pas à celle prévue au Règlement de Consultation concernant la fourniture, par l'ensemble des soumissionnaires, des documents obligatoires dans leurs réponses à l'appel d'offre initial.

La procédure décrite ci-dessous ne s'applique qu'au(x) Titulaire(s).

Conformément à l'article D. 8222-5 du code du travail, le Titulaire du marché doit obligatoirement remettre au représentant du pouvoir adjudicateur, tous les 6 mois, à compter de la date de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution du marché, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 143-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions.

Dans l'objectif de moderniser et de faciliter la transmission des documents administratifs et pour respecter l'obligation de vigilance imposée par le Code du Travail, il est demandé à chaque Titulaire, après la notification du marché et pendant toute la durée de son exécution, de les transmettre sur la plate-forme en ligne, mise à disposition gratuitement, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.com>.

Si le Titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire, préalablement au début du détachement, les documents justifiant de la régularité de ses obligations au regard de l'article L.1262-2-1 du code du travail.

En cas de non remise des documents susmentionnés, le représentant du pouvoir adjudicateur notifie au titulaire, par écrit, une mise en demeure de remettre ces documents, assortie d'un délai.

En cas de mise en demeure restée infructueuse, et de non remise des documents dans le délai fixé, le représentant du pouvoir adjudicateur peut résilier le marché aux torts du titulaire sans que celui-ci ne puisse prétendre à une indemnité.

Le Titulaire est tenu de fournir, sur la plateforme, les documents suivants :

1/ Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés ou une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers datant de moins de trois mois

2/ Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions

3/ La liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation du travail en France

4/ Assurance Responsabilité Civile professionnelle, en cours de validité, avec tableau des garanties

5/ Attestation de travailleur régulier

Article 6. DEONTOLOGIE ET PREVENTION DES CONFLITS D'INTERETS

Le Titulaire s'engage à prévenir, identifier et traiter toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent susceptible d'intervenir dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Constitue notamment un conflit d'intérêts toute situation dans laquelle les intérêts personnels, financiers ou commerciaux du Titulaire, de ses dirigeants, de ses salariés ou de ses partenaires, sont de nature à compromettre l'impartialité, l'indépendance ou l'objectivité dans la réalisation des prestations.

À ce titre, le Titulaire s'engage à :

- garantir son indépendance vis-à-vis des organismes de formation qu'il est amené à solliciter, et notamment à ne percevoir aucune rémunération, avantage ou commission directe ou indirecte de leur part en lien avec les prestations réalisées pour l'Ineris ;
- éviter toute situation de dépendance économique ou capitalistique susceptible d'influencer le choix des prestataires ou les conditions de négociation ;
- informer sans délai l'Ineris de toute situation de conflit d'intérêts avérée ou potentielle, en précisant les mesures correctives envisagées ;
- mettre en œuvre des mesures organisationnelles appropriées pour prévenir ces situations (charte interne, séparation des fonctions, règles déontologiques, etc.).

En cas de situation de conflit d'intérêts identifiée, l'Ineris se réserve le droit :

- d'exiger la mise en œuvre immédiate de mesures correctives adaptées ;
- de suspendre toute ou partie des prestations concernées ;
- ou, en cas de manquement grave ou répété, de prononcer la résiliation du marché aux torts du Titulaire, sans indemnité.

Le Titulaire tient à disposition de l'Ineris tout document permettant d'attester du respect de ses obligations en matière de prévention des conflits d'intérêts, notamment dans le cadre des audits prévus au marché.

Le Titulaire déclare ne détenir, à la date de notification du marché, aucun intérêt direct ou indirect de nature à compromettre son impartialité.

Il s'engage à actualiser cette déclaration en cas d'évolution de sa situation pendant la durée du marché.

6.1. Transparence des conditions économiques relatives aux organismes de formation

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le Titulaire est amené à solliciter, négocier et contractualiser avec des organismes de formation pour le compte de l'Ineris.

À ce titre, le Titulaire s'engage à garantir une transparence totale des conditions économiques obtenues auprès de ces organismes.

Le Titulaire s'engage notamment à :

- faire bénéficier intégralement l'Ineris de l'ensemble des remises, rabais ou conditions tarifaires préférentielles obtenus auprès des organismes de formation dans le cadre de l'exécution du marché ;
- ne percevoir aucune rémunération, commission, avantage en nature ou rétrocession, directe ou indirecte, de la part des organismes de formation en lien avec les prestations exécutées pour l'Ineris ;
- ne pas intégrer, dans les prix proposés à l'Ineris, de marge occulte ou de rémunération indirecte liée aux conditions négociées avec les organismes de formation ;
- informer l'Ineris, à sa demande, de l'existence d'accords-cadres ou partenariats commerciaux susceptibles d'avoir une incidence sur les conditions tarifaires proposées ou sur le choix des organismes de formation.

Le Titulaire est tenu d'assurer la traçabilité des négociations menées avec les organismes de formation, notamment en conservant les devis initiaux et les conditions finales obtenues.

L'Ineris se réserve le droit de demander à tout moment la communication des éléments justificatifs relatifs aux conditions tarifaires négociées (devis, échanges, grilles tarifaires, conditions contractuelles).

En cas de manquement aux obligations de transparence ou de perception d'avantages indus, l'Ineris pourra :

- exiger le reversement des sommes indûment perçues ;
- appliquer des pénalités contractuelles ;
- et, en cas de manquement grave ou répété, prononcer la résiliation du marché aux torts du Titulaire, sans indemnité.

Article 7. DUREE

7.1. Durée du marché

Le marché débute à compter du 01/09/2026 pour la phase de prise en charge de 4 mois.

Il se poursuit à compter du 1^{er} janvier 2027 avec la phase de service récurrents pour une durée ferme de 3 années.

7.2.Reconduction

A l'issue des trois années de service récurrents, le marché peut être reconduit tacitement par période de 12 mois dans la limite de 2 fois sans que son terme ne puisse dépasser le 31/12/2031.

Le(s) titulaire(s) ne peut(vent) refuser la reconduction.

Si l'acheteur ne souhaite pas reconduire le marché, il informe le(s) titulaire(s) de sa décision au plus tard 3 mois avant la date de fin de validité du marché, par messagerie électronique avec accusé de réception.

Article 8. DOCUMENTS CONTRACTUELS

8.1. Documents contractuels du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, en cas de contradiction, les pièces constitutives qui suivent prévalent dans l'ordre de priorité décroissant mentionné ci-après :

- La notification du marché;
- L'acte d'Engagement réf AE S26GESFORM et ses annexes :
 - Convention de mandat S26GESFORM en un original complété, daté et signé par une personne habilitée de plein droit à représenter la société ;
 - Annexe BPU (onglets Bordereau des Prix Unitaires et forfaitaires plafonds) valant annexe financière (Réf. BPU S26GESFORM)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP – S26GESFORM) dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'Ineris fait seul foi ;
 - Les conditions générales d'achat de l'Ineris ;
 - La charte fournisseur disponible sur le site internet de l'Ineris (www.ineris.fr);
 - La charte de déontologie de l'Ineris
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP -S26GESFORM) et ses annexes dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'Ineris fait seul foi ;
 - La Politique de Sécurité du Système d'Information (PSSI) de l'Ineris.
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de prestations de services (C.C.A.G. FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, en vigueur à la date de la notification du présent marché public. (Ce document n'est pas joint au marché. Le Titulaire peut s'en procurer un exemplaire auprès de la Direction des Journaux Officiels ou sur le site du ministère des Finances, portail : www.marches-publics.fr;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification du marché
- L'offre technique du Titulaire dans toute ses dispositions conformes aux documents qui précèdent

Sauf en cas d'erreur manifeste, en cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, il est expressément convenu entre les parties que les dispositions contenues dans le document de rang supérieur prévaudront pour les obligations se trouvant en conflit d'interprétation. Ces documents constituent l'intégralité du marché et des obligations de l'Ineris et du Titulaire.

Toute clause portée dans la proposition ou documentation quelconque du Titulaire contraire ou modifiant les dispositions des autres pièces du marché est réputée non écrite. Les conditions générales du Titulaire sont en particulier concernées par cette disposition.

8.2. Pièces à remettre au Titulaire

Par dérogation à l'article 4.2.1 et 4.2.2 du CCAG/FCS, la notification du marché consiste en la remise, sans frais, au Titulaire d'une copie de l'acte d'engagement signé par l'Ineris. Cette remise est opérée par échange dématérialisé au travers de la plateforme dématérialisée des achats de l'État.

L'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité est remis, sans frais, sur demande écrite expresse du Titulaire par voie postale à l'agence comptable de l'Ineris.

Article 9. PRIX DU MARCHÉ

9.1. Décomposition du prix

La rémunération du Titulaire comprend :

- Une **part forfaitaire annuelle**, correspondant à la mise à disposition des moyens humains, à l'organisation générale de la prestation, au pilotage et aux activités socles nécessaires à l'exécution du marché, dans la limite d'un volume d'activité de référence défini ;
- Une **part variable**, destinée à prendre en compte les fluctuations raisonnables d'activité autour de ce volume de référence. La part variable ne constitue pas une modalité autonome de rémunération, mais un ajustement accessoire à la part forfaitaire.

Volume de référence

Encadrement du volume de référence et de la part variable

Le volume de référence retenu pour la détermination de la part forfaitaire est établi à partir des données historiques connues à la date de lancement de la consultation. Il constitue une estimation prévisionnelle destinée à structurer le modèle économique du marché.

Ce volume ne saurait être interprété comme un engagement contractuel de la part de l'Ineris, qui ne garantit ni un volume minimum ni un volume maximum d'actions de formation.

Le volume de référence est établi sur la base du nombre annuel d'actions de formation réalisées (environ 950 actions/an) il ne prend pas en compte les actions de formation annulées, reportées ou autre. Ce volume sert de base à la détermination de la part forfaitaire.

Part Variable

La part variable a pour objet exclusif de prendre en compte les fluctuations raisonnables d'activité autour de ce volume de référence, dans les conditions et seuils définis au présent marché.

Le recours à cette part variable est strictement encadré et ne peut avoir pour effet de modifier de manière significative l'économie générale du marché, laquelle repose prioritairement sur la part forfaitaire.

Le titulaire s'engage à proposer un modèle économique équilibré entre part forfaitaire et part variable. Toute exécution reposant sur un déséquilibre manifeste entre ces composantes pourra être analysée comme un risque de sous-évaluation initiale du marché.

Seuils d'activation de la part variable

La part variable s'applique uniquement en cas de dépassement des seuils suivants :

- au-delà de **+10 %** du volume de référence ;
- en-deçà de **-10 %** du volume de référence.

Modalités de calcul de la part variable

- Au-delà du seuil haut (+10 %), le Titulaire pourra percevoir une rémunération complémentaire calculée sur la base d'un **prix unitaire par action de formation supplémentaire**, tel que défini dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU).
- En-deçà du seuil bas (-10 %), une **réduction proportionnelle du montant forfaitaire** sera appliquée, selon les modalités définies par le Titulaire dans son BPU.

Encadrement du dispositif

- Le montant cumulé de la part variable ne pourra conduire à modifier substantiellement l'économie générale du marché. Son montant cumulé ne peut excéder 20 % du montant forfaitaire annuel, sauf avenant

- Les ajustements feront l'objet d'une validation dans le cadre des comités de pilotage et, le cas échéant, d'un avenant conformément aux dispositions de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique.

Suivi et déclenchement

Un suivi trimestriel du volume d'actions de formation sera effectué par le Titulaire. En cas de franchissement anticipé des seuils, un réexamen des conditions d'exécution pourra être engagé sans attendre la fin de l'exercice.

Objet de la clause

Le présent mécanisme vise à garantir :

- L'adéquation des moyens mobilisés aux volumes réels d'activité ;
- La soutenabilité économique pour le Titulaire ;
- La maîtrise budgétaire pour l'Ineris ;

Tout en assurant la continuité et la qualité du service.

9.2. Clause de Réexamen

En cas d'évolution significative, durable et non anticipée du volume d'activité, les parties pourront procéder à un réexamen des conditions économiques du marché, dans le respect des dispositions de l'article R2194-1 du Code de la commande publique. Ce réexamen ne pourra intervenir que par voie d'avenant et dans la limite d'une modification non substantielle du marché.

9.3. Contenu des prix

Les prix sont détaillés dans les Annexes à l'Acte d'Engagement, ils sont établis hors TVA.

Ils tiennent compte de toutes les sujétions nécessaires à l'exécution des prestations, et en particulier :

- Des frais d'assurance,
- Des marges pour risques et marges bénéficiaires,
- De tous frais de déplacement, d'hébergement ou de restauration des personnels du Titulaire et des intervenants tiers nécessaires à l'exécution des prestations,
- Des prestations de service en rapport avec l'objet du marché,
- Du coût des droits de propriété intellectuelle cédés conformément au marché,
- Des frais de conception et de remise des livrables tels que décrits au CCTP,
- Toutes les dépenses nécessaires à la réalisation de l'ensemble des prestations.

9.4. Variation des prix

A compter de la date de démarrage du marché, les prix des prestations sont fermes pendant toute la durée du marché. L'annexe financière BPU-S26GESFORM permet au candidat de proposer un prix forfaitaire différent pour chaque année du marché.

9.5. Clause butoir

Néant

9.6. Application de la taxe sur la valeur ajoutée

Il sera fait application des taux de TVA en vigueur, au jour de l'exécution des services, sauf disposition réglementaire contraire.

Article 10. VERIFICATION – RECEPTION & GARANTIE

En complément aux conditions du CCAG de référence, le titulaire assure :

- La vérification du respect du calendrier contractuel ;
- Le respect des niveaux d'engagement de service ;
- Le contrôle des délais d'exécution ;
- L'organisation et l'animation des réunions ou comités ;

Le titulaire accepte que le pouvoir adjudicateur, après l'en avoir avisé avec un préavis de 8 jours, puisse faire procéder à un audit des prestations du titulaire par ses auditeurs internes ou par un cabinet d'audit externe à la charge de l'Ineris.

Le délai de préavis peut être supprimé en cas de dysfonctionnement grave remonté au pouvoir adjudicateur.

Dans le cadre de ces audits, le titulaire s'engage à coopérer pleinement avec les auditeurs et à leur fournir toutes les informations nécessaires.

Au cas où un rapport d'audit ferait apparaître quelque contravention que ce soit aux obligations du titulaire, ce dernier s'engage expressément à mettre en œuvre les mesures correctives nécessaires sans délai à compter de la notification faite par le pouvoir adjudicateur ou par le bénéficiaire, aux frais du titulaire.

Le titulaire convient qu'en tout état de cause la procédure d'audit ne l'exonère d'aucune manière du respect de ses obligations.

L'audit peut être effectué à tout moment et ne doit pas perturber le déroulement des prestations à la charge du titulaire.

Le titulaire s'engage à permettre aux auditeurs l'accès aux informations nécessaires à leur mission, étant entendu que :

- La consultation des documents doit se faire dans les locaux du titulaire ou dans ceux du pouvoir adjudicateur et est limitée à l'objet des missions imparties aux auditeurs, les informations recueillies ne pouvant être utilisées à d'autres fins ;
- Aucune reproduction, totale ou partielle, des documents ne peut avoir lieu sans l'accord préalable du titulaire, qui ne peut s'y opposer que pour des raisons de confidentialité.

Article 11. CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION

11.1. Responsabilité – Lieu d'exécution

Les Prestations, objet du présent marché, seront exécutées sous l'entière maîtrise et responsabilité du Titulaire dans ses locaux.

11.2. Identification des personnels du Titulaire

Le Titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu de faire porter par son personnel présent dans l'enceinte de l'Institut, un dispositif d'identification combinée de chaque personne et de son employeur (badge nominatif avec photo et logo de la société titulaire du marché).

Le Titulaire avise ses sous-traitants de l'obligation de respecter l'exigence susvisée. Il reste responsable du respect de celle-ci pendant toute la durée du marché.

11.3. Cybersécurité

Clause relative à la cybersécurité et à la protection des systèmes d'information

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le Titulaire accède, traite et manipule des données sensibles relatives aux salariés de l'Ineris et utilise le système d'information de l'établissement. À ce titre, il s'engage à respecter les exigences les plus élevées en matière de cybersécurité.

1. Conformité aux politiques de sécurité

Le Titulaire s'engage à respecter l'ensemble des règles de sécurité applicables au sein de l'Ineris, et notamment la Politique de Sécurité des Systèmes d'Information (PSSI) de l'établissement, annexée au présent marché.

À ce titre, il garantit :

- La mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles adaptées au niveau de sensibilité des données traitées ;
- La sécurisation des accès aux systèmes d'information de l'Ineris, notamment par authentification forte lorsque cela est requis ;
- La mise à jour régulière de ses systèmes et logiciels afin de prévenir les vulnérabilités.

2. Gestion des accès et des habilitations

Le Titulaire :

- S'assure que seuls les personnels dûment habilités accèdent aux systèmes et données nécessaires à l'exécution des prestations ;
- Met en œuvre un principe de minimisation des accès (accès strictement nécessaires) ;
- Tient à jour un registre des habilitations et en garantit la traçabilité ;
- Procède immédiatement à la révocation des accès en cas de départ ou changement de mission d'un collaborateur.

3. Protection des données et des flux

Le Titulaire garantit :

- Le chiffrement des données sensibles lors de leur transmission sur des réseaux publics ;
- La sécurisation des échanges entre ses systèmes et ceux de l'Ineris ;
- L'absence de stockage de données en dehors de l'Union Européenne, sauf autorisation expresse de l'Ineris et sous réserve d'un niveau de protection adéquat.

4. Journalisation et traçabilité

Le Titulaire met en œuvre des dispositifs de journalisation des accès et des actions réalisées dans le cadre du marché, permettant :

- De tracer les accès aux données et aux systèmes ;
- D'identifier les anomalies ou comportements suspects ;
- De conserver les journaux pendant une durée conforme aux exigences réglementaires et aux politiques internes de l'Ineris.

5. Gestion des incidents de sécurité

Le Titulaire s'engage à :

- Notifier à l'Ineris, dans un délai maximal de 24 heures, tout incident de sécurité, suspicion de violation de données ou tentative d'intrusion affectant les systèmes ou les données liées au marché ;

- Fournir sans délai toutes les informations nécessaires à l'analyse de l'incident ;
- Mettre en œuvre, à ses frais, les mesures correctives nécessaires afin de limiter les impacts et prévenir toute récurrence.

6. Audits et contrôles

L'Ineris se réserve le droit de procéder, directement ou par un tiers mandaté, à tout audit de sécurité portant sur les prestations, les systèmes et les processus du Titulaire en lien avec le présent marché.

Le Titulaire s'engage à :

- Coopérer pleinement dans le cadre de ces audits ;
- Fournir toute documentation utile ;
- Mettre en œuvre les mesures correctives demandées dans les délais fixés.

7. Sensibilisation et formation

Le Titulaire garantit que les personnels affectés au marché :

- Sont sensibilisés aux enjeux de cybersécurité et de protection des données ;
- Reçoivent une formation adaptée, notamment en matière de gestion des accès, de détection des incidents et de bonnes pratiques numériques.

8. Responsabilité

Le Titulaire est pleinement responsable des incidents de sécurité résultant d'un manquement à ses obligations contractuelles en matière de cybersécurité.

Toute défaillance significative pourra entraîner l'application de pénalités, voire la résiliation du marché pour faute.

En cas de non-respect des obligations de cybersécurité, l'Ineris se réserve la possibilité de suspendre immédiatement tout accès du Titulaire à ses systèmes d'information.

11.4. Dispositif de lutte contre le travail dissimulé

Le Titulaire est tenu de fournir à l'Ineris, avant la signature du présent marché et tous les six mois, à compter de la prise d'effet du contrat et jusqu'à la fin de son exécution, les pièces suivantes permettant d'établir que le Titulaire s'acquitte des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail, établissant qu'il satisfait à ses obligations fiscales et sociales telles que prévues par ces articles.

Les pièces correspondantes à remettre à l'Ineris sont listées aux articles D. 8222-4 à D. 8222-8 du Code du travail.

En cas de non-accomplissement de ces formalités par le Titulaire, après mise en demeure de régulariser sa situation restée infructueuse, le pouvoir adjudicateur pourra résilier le présent marché, sans indemnités aux frais et risques du Titulaire, dans les conditions prévues au présent CCAP.

11.5. Représentation des parties

L'interlocuteur désigné par le pouvoir adjudicateur est chargé du suivi de la bonne exécution des prestations. Il est désigné lors de la notification du marché.

Le Titulaire désigne un interlocuteur, habilité à le représenter auprès du pouvoir adjudicateur, pour les besoins de l'exécution du marché. Par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG-FCS, cet interlocuteur est désigné dans l'offre du Titulaire. Le Titulaire s'engage à informer, sans délai, le pouvoir adjudicateur de toute modification de l'interlocuteur désigné.

Dans le cas contraire, le marché peut être résilié aux torts du Titulaire.

11.6. Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants désignés par le Titulaire. De même, le Titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation du pouvoir adjudicateur et devra disposer des mêmes compétences et qualifications. Tout refus sera motivé.

Le Titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans le délai de quinze jours calendaires à compter de la demande ou de la proposition de remplacement. Le personnel sortant assurera le transfert de compétences au personnel entrant pendant une durée minimum de deux semaines. En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

Dans le cas où le titulaire s'est engagé sur l'intervention d'une personne physique nommément désignée et que celle-ci n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, il doit en informer sans délai le pouvoir adjudicateur.

11.7. Gestion des actions de formation engagées en fin marché

Gestion des actions de formation engagées par le Titulaire sortant

Par dérogation au principe général de transfert des prestations, il est expressément prévu que les actions de formation engagées et ordonnancées avant la date de fin du marché demeurent sous la responsabilité du Titulaire sortant jusqu'à leur complet achèvement.

À ce titre, le Titulaire sortant :

- assure la gestion complète de ces actions jusqu'à leur clôture administrative et financière;
- procède notamment au paiement des factures des organismes de formation, dans le cadre de la convention de mandat ;
- garantit le respect des délais de paiement et des obligations associées ;
- maintient à jour l'ensemble des données et pièces justificatives dans le système d'information de l'Ineris.

Ces actions comprennent l'ensemble des formations :

- validées par ordonnancement ;
- engagées contractuellement auprès des organismes de formation ;
- et/ou dont la prestation a débuté ou est programmée à la date de fin du marché.

Encadrement et suivi

Le Titulaire sortant établit et transmet à l'Ineris :

- **un état exhaustif des actions restant à gérer, incluant :**
 - la liste des actions concernées ;
 - leur état d'avancement ;
 - les engagements financiers associés ;
 - les paiements restant à effectuer ;
- **un calendrier prévisionnel de clôture de ces actions.**

L'Ineris conserve un droit de contrôle sur ces opérations jusqu'à leur complet achèvement.

Articulation avec le titulaire entrant

Le Titulaire sortant :

- s'interdit d'engager toute nouvelle action après la date de fin du marché ;

- limite strictement son intervention à la gestion des actions en cours ;
- coopère avec l’Ineris et, le cas échéant, avec le titulaire entrant, afin de garantir la continuité du service et la lisibilité des périmètres d’intervention.

Responsabilité

Le Titulaire sortant demeure responsable :

- de la bonne exécution des actions engagées ;
- de la conformité des opérations financières réalisées dans le cadre du mandat ;
- de la complétude des dossiers jusqu’à leur clôture définitive.

Les opérations en cours font l’objet d’un suivi distinct jusqu’à leur apurement complet et ne peuvent être transférées au titulaire entrant sans validation expresse de l’Ineris.

Article 12. CLAUSE DE REVERSIBILITE - TRANSFERT DES CONNAISSANCES, DES FLUX ET SECURISATION DES PRESTATIONS EN COURS.

La réversibilité a pour objet d'assurer la continuité du service en garantissant le transfert complet des éléments nécessaires à la reprise de la prestation par l'Ineris ou un tiers désigné.

12.1. Principes généraux

Le Titulaire s'engage à assurer une réversibilité complète, organisée, documentée et sécurisée, indépendamment du fait que les données et documents soient majoritairement enregistrés dans le système d'information de l'Ineris.

Cette réversibilité vise à permettre une reprise rapide, autonome et sans rupture de la prestation.

12.2. Transfert des procédures et modes opératoires

Le Titulaire est tenu de formaliser et de transmettre à l'Ineris, dans un format exploitable, l'ensemble :

- Des procédures opérationnelles détaillées relatives à l'exécution des prestations ;
- Des modes opératoires associés à chaque processus (gestion des formations, traitement administratif, gestion des urgences, gestion des annulations, etc.) ;
- Des règles de gestion appliquées dans le cadre de l'exécution du marché (délais, priorisation, cas particuliers).

Ces documents doivent être :

- Complets, à jour et validés ;
- Suffisamment détaillés pour permettre une reprise sans dépendance au Titulaire sortant.

12.3. Cartographie des flux et des processus

Le Titulaire établit et transmet une cartographie des flux décrivant :

- Les flux d'information (demandes de formation, validations, échanges avec organismes) ;
- Les flux financiers (ordonnancement, paiement via mandat, contrôle des factures) ;
- Les interactions avec le système d'information de l'Ineris ;
- Les points de contrôle et de validation.

Cette cartographie précise :

- Les acteurs impliqués ;
- Les outils utilisés ;
- Les enchaînements de traitement.

Elle doit permettre une compréhension globale et opérationnelle du fonctionnement de la prestation.

12.4. État de situation des dossiers en cours

À la date de début de la phase de réversibilité, puis à la fin du marché, le Titulaire établit un état exhaustif des dossiers en cours, comprenant a minima :

- La liste des actions de formation en cours, programmées ou non clôturées ;
- Leur état d'avancement (statut, date, validation, paiement...) ;
- Les engagements financiers associés ;
- Les actions restantes à réaliser ;
- Les éventuels points de vigilance ou risques identifiés.

Cet état est transmis dans un format exploitable et structuré, permettant une reprise immédiate.

12.5. Transfert des dossiers et complétude

Le Titulaire s'assure que l'ensemble des dossiers de formation :

- Est complet, à jour et conforme aux exigences réglementaires ;
- Comporte l'intégralité des pièces justificatives nécessaires ;
- Est correctement enregistré dans le système d'information de l'Ineris.

Pour les éléments gérés en dehors du SI, le Titulaire procède à leur transfert structuré (format exploitable, arborescence claire).

12.6. Organisation du transfert

Le Titulaire met en œuvre :

- Une session de transfert de compétences d'une demi-journée ;

Le contenu, le planning et les modalités du transfert sont définis dans le plan de réversibilité, validé par l'Ineris.

12.7. Plan de réversibilité

Le Titulaire complète le plan de réversibilité détaillé transmis en annexe de ce CCAP par l'Ineris, mis à jour et présenté en COPIL trimestriellement, comprenant :

- les livrables attendus ;
- le calendrier ;
- les moyens mobilisés ;
- les modalités de transfert.

Ce plan est transmis à chaque COPIL à l'Ineris pour validation et sert de référence contractuelle.

12.8. Responsabilité et qualité de la réversibilité

Le Titulaire est responsable de la qualité et de l'exhaustivité des éléments transmis.

Toute insuffisance dans la réversibilité pouvant entraîner :

- Une difficulté de reprise ;
- Une perte d'information ;
- Ou un risque opérationnel ou financier

Est susceptible d'être considérée comme un manquement contractuel, pouvant donner lieu à l'application de pénalités ou à des mesures correctives.

12.9. Objectif de la clause

La présente clause vise à :

- Sécuriser la fin du marché ;
- Garantir la continuité du service ;
- Assurer la transférabilité complète de la prestation ;
- Préserver les intérêts opérationnels et financiers de l'Ineris.

12.10. Complément clause de réversibilité – Objectif de finalisation des dossiers et suivi renforcé

12.10.1. Finalisation des dossiers en fin de marché

Le Titulaire est tenu de **mettre en œuvre tous les moyens nécessaires afin de minimiser le nombre de dossiers non finalisés** à l'issue de la phase de réversibilité.

À ce titre, il s'engage à :

- **Finaliser dans les meilleurs délais les actions de formation engagées**, tant sur le plan administratif que financier ;
- **Assurer le paiement des factures des organismes de formation dans les délais réglementaires**, dans le cadre du mandat ;
- **Enregistrer l'intégralité des éléments et statuts de clôture dans le système d'information de l'Ineris** tant qu'il y a accès.

L'objectif est que, **à la date de fin de la phase de réversibilité, le nombre de dossiers non soldés soit réduit au strict minimum**, dûment justifié.

12.10.2. Obligation d'anticipation via l'accès au SI INERIS

Le Titulaire utilise, pendant toute la période durant laquelle il dispose d'un accès au système d'information de l'Ineris, **l'intégralité des fonctionnalités de l'outil afin d'assurer la complétude des dossiers** et leur passage en statut « clôturé ».

Il s'engage à :

- Traiter en priorité les dossiers proches de leur échéance ;
- Anticiper les opérations de clôture administrative et financière ;
- Assurer la fiabilité et l'exhaustivité des données enregistrées.

12.10.3. Suivi renforcé des factures en fin d'année calendaire

À compter du **1er octobre de chaque année**, le Titulaire met en place un **suivi mensuel spécifique**, transmis à l'Ineris, comprenant :

- La liste des **actions de formation dont les factures n'ont pas encore été reçues** ;
- La liste des **factures reçues mais non encore payées**, avec indication :
 - Du montant ;
 - De la date de réception ;
 - De l'état d'avancement du traitement ;
 - Du délai prévisionnel de paiement ;
- Les éventuels **points de blocage identifiés** et les actions correctives proposées.

Ce reporting est transmis sous un **format structuré et exploitable**, permettant un suivi précis des engagements financiers restant à apurer.

12.10.4. Objectif de réduction du stock résiduel

Le Titulaire met en œuvre un **plan d'actions spécifique en fin de marché** visant à :

- Réduire le nombre de factures non reçues ou non payées ;
- Accélérer les procédures de clôture ;
- Sécuriser l'exhaustivité des dossiers.

Ce plan est présenté dans le cadre des trois derniers comités de pilotage précédant la fin du marché.

12.10.5. Justification des dossiers non finalisés

Tout dossier demeurant non finalisé à l'issue de la réversibilité devra être :

- Précisément identifié ;

- Dûment justifié ;
- Accompagné d'un plan d'action de finalisation.

L'Ineris pourra demander toute information complémentaire sur ces dossiers.

Article 13. CLAUSE RESPONSABILITE SOCIALE, SOCIETALE ET ENVIRONNEMENTALE

Engagements et indicateurs de suivi

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le Titulaire s'engage à mettre en œuvre une démarche active et mesurable en matière de responsabilité sociétale, sociale et environnementale.

Cette démarche donne lieu à un **suivi régulier reposant sur des indicateurs objectivables**, présentés dans le cadre des instances de pilotage du marché.

13.1. Engagements sociaux

Le Titulaire s'engage notamment à :

- Promouvoir l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ;
- Prévenir les risques psychosociaux et mettre en place des actions de qualité de vie au travail (QVT) ;
- Mettre en œuvre des dispositifs de prévention et de lutte contre le harcèlement moral et sexuel ;
- Assurer la stabilité des équipes affectées au marché (limitation du turn-over).

Indicateurs associés (suivis annuellement) :

- Taux de turn-over des équipes affectées au marché ;
- Taux de formation des personnels aux enjeux QVT / prévention des RPS / harcèlement ;
- Index égalité professionnelle (si entreprise ≥ 50 salariés) ;
- Taux de remplacement des intervenants en cours d'année.

13.2. Engagements environnementaux

Le Titulaire s'engage à :

- Limiter l'impact environnemental de ses activités, notamment en matière de déplacements et de consommation de ressources ;
- Privilégier la dématérialisation des supports et échanges ;
- Mettre en œuvre des pratiques responsables en matière de gestion des déchets et des équipements.

Indicateurs associés (suivis annuellement) :

- Taux de documents dématérialisés (objectif recommandé ≥ 95 %) ;
- Nombre de déplacements liés à la prestation (suivi annuel) ;
- Actions mises en œuvre pour limiter l'empreinte carbone (plan d'actions).

13.3. Engagements sociétaux et éthiques

Le Titulaire s'engage à :

- Respecter les principes d'éthique des affaires (prévention de la corruption, transparence) ;
- Promouvoir la diversité et l'inclusion ;

- Garantir la protection des données personnelles et la sécurité des systèmes d'information en lien avec les exigences du marché.

Indicateurs associés (suivis annuellement) :

- Existence et mise à jour d'une charte éthique ou équivalent ;
- Nombre d'actions ou dispositifs en faveur de la diversité / inclusion ;
- Nombre d'incidents relatifs à la protection des données ou à la sécurité.

13.4. Modalités de suivi

Le Titulaire :

- Transmet à l'acheteuse un **bilan RSE trimestriel** et présentation des résultats des indicateurs à chaque COPIL;
- Intègre un point RSE dans le rapport annuel de performance ;
- Propose, le cas échéant, des actions d'amélioration continue adaptées à l'exécution du marché.

Ces éléments sont également présentés lors des comités de pilotage.

13.5. Non-conformité et mesures correctives

En cas de non-respect des engagements RSE :

- L'Ineris peut demander la mise en œuvre d'un **plan d'actions correctif**, assorti d'un calendrier ;
- À défaut de mise en conformité dans les délais impartis, ces manquements pourront être considérés comme un **défaut d'exécution contractuelle**.

13.6. Objectif de la clause

La présente clause vise à :

- Garantir l'alignement du Titulaire avec les engagements RSE de l'Ineris ;
- Assurer une exécution durable et responsable des prestations ;
- Renforcer la qualité globale du service rendu.

La performance du Titulaire en matière de RSE pourra être prise en compte dans l'appréciation globale de la qualité de la prestation lors des comités de pilotage.

Article 14. CONFIDENTIALITE

14.1. Confidentialité des informations :

Par dérogation à l'article 5.1.1 du CCAG-FCS, une information confidentielle désigne toute information de quelque nature (y inclus la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire), sous quelque forme que ce soit (y inclus sous forme orale, écrite, magnétique ou électronique), sur tout support dont l'Ineris est propriétaire ou titulaire, et qui est communiquée au titulaire, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec l'institut. Le titulaire et son personnel, et le cas échéant ses sous-traitants, ne peut l'utiliser que pour l'accomplissement des prestations prévues au marché.

Toutefois, n'est pas considérée confidentielle toute information :

1. Qui était dans le domaine public au moment de sa divulgation ou que l'acheteur aurait lui-même rendue publique pendant l'exécution du marché ;
2. Signalée comme présentant un caractère non confidentiel et relative aux prestations du marché ;
3. Qui a été communiquée au titulaire du marché par un tiers ayant légalement le droit de diffuser cette information, comme le prouvent des documents existant antérieurement à sa divulgation.

Le Titulaire est tenu au secret professionnel (article 226-13 du code pénal) pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, documents, supports d'information, fichiers informatiques ou non, et décisions dont il a connaissance au cours de l'exécution du marché. Il s'interdit notamment toutes communications écrites ou verbales sur ces sujets, ainsi que toute remise de documents à des tiers, sans l'accord écrit de l'Ineris.

Le Titulaire doit respecter toutes les dispositions issues de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, et notamment ses articles 34 et 35.

A ce titre, le Titulaire doit tout particulièrement veiller à :

- Ne pas utiliser les documents et fichiers informatiques à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ;
- Ne pas communiquer les produits réalisés, documents et fichiers à d'autres personnes morales ou non, privées ou publiques, que celles qui ont qualité pour en connaître, ainsi que le personnel chargé par le Titulaire d'exécuter les prestations ;
- Prendre toutes mesures de sécurité matérielle permettant de conserver les fichiers informatiques utilisés dans le cadre du présent marché et d'éviter toute dégradation et toute utilisation détournée ou frauduleuse de ceux-ci ;
- Ne conserver aucune copie des produits réalisés, des documents, des fichiers informatiques ou qui lui ont été confié à l'issue du marché et produire l'attestation de la destruction de ces données, dûment signée par une personne habilitée.

Il doit également faire respecter les dispositions du présent article par son personnel et par toute personne qui interviendrait directement ou indirectement pour son compte, notamment ses sous-traitants. Il conclut par ailleurs avec ces derniers un engagement de sécurité et de confidentialité reprenant les obligations prévues au présent article, afin d'assurer notamment la mise en œuvre des mesures de sécurité et de confidentialité conformément à l'article 34 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

L'Ineris se réserve le droit de procéder à toutes vérifications qui lui paraîtraient utiles pour s'assurer du respect de ses obligations, tant par le Titulaire que par ses sous-traitants éventuels. Pour ce faire, il se réserve notamment le droit de demander, à tout moment, au Titulaire, communication de l'engagement de sécurité et de confidentialité prévu au précédent alinéa.

14.2. Traitement des données à caractère personnel :

Chaque partie au marché s'engage à respecter toute disposition résultant :

- De la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;
- Du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil, du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement

général sur la protection des données), à compter du 25 mai 2018.

- du décret 2026-172 du 14 avril 2026 relatif à la protection des données "d'une sensibilité particulière" des administrations et opérateurs. Ce décret vient préciser les modalités d'application de la loi SREN (régulation de l'espace numérique). La DINUM a publié un vade-mecum clarifiant le périmètre des données concernées.

Le titulaire s'engage à ne divulguer aucune information dont il pourrait avoir eu connaissance durant l'exécution de sa prestation, auprès des salariés de l'Ineris et/ou des opérateurs extérieurs.

Si la constitution d'une base de données comportant des données à caractère personnel et données administratives des usagers devait être rendue nécessaire par l'exécution des prestations figurant au présent marché, ces données sont confidentielles et seront collectées, traitées et hébergées sur le territoire français métropolitain ou le territoire d'un État membre de l'Union européenne, ou le cas échéant, dans tout État permettant d'assurer un niveau adéquat de protection desdites données.

Notamment, le titulaire garantit le respect des obligations légales et réglementaires lui incombant au titre de la protection des données à caractère personnel, notamment en matière de flux transfrontières hors de l'Union européenne. Le cas échéant, la production de pièces justificatives (à titre d'exemple et de façon non exhaustive : binding corporate rules, clauses contractuelles types, certification active de la société pour bénéficier du bouclier de protection des données (Privacy Shield)) peut être exigée par l'Ineris.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre toute mesure technique et organisationnelle appropriée pour protéger les données à caractère personnel, en prenant en compte l'état des connaissances, les coûts de mise en œuvre et la nature, portée, contexte et les finalités du traitement ainsi que les risques, dont le degré de probabilité et de gravité varie, pour les droits et libertés des personnes physiques, afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque.

Le cas échéant, le titulaire du marché s'engage à respecter les droits des personnes concernées par les données à caractère personnel traitées (droit à l'information, droit d'accès, droit d'opposition, droit de rectification, droit à la portabilité, droit à l'effacement, droit de réclamation, droit de recours devant une autorité).

Le titulaire s'engage à notifier à l'Ineris, dans les meilleurs délais après en avoir pris connaissance, toute violation de donnée à caractère personnel, soit toute violation de la sécurité entraînant, de manière accidentelle ou illicite, la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée de données à caractère personnel transmises, conservées ou traitées d'une autre manière, ou l'accès non autorisé à de telles données.

L'Ineris se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect de ses obligations par le Titulaire au titre du présent article.

En cas de violation des dispositions ci-dessus par le titulaire, le présent marché peut être résilié de plein droit aux torts du titulaire et sans mise en demeure préalable.

Article 15. MONTANT – REGIME FISCAL

15.1. Montant

Le montant du présent marché, établi aux conditions économiques du mois de remise des offres, est plafonné à la somme mentionnée dans l'acte d'engagement, toute sujétion incluse.

Ce montant se décompose comme suit :

- A) Un montant ferme et forfaitaire correspondant à la phase de prise en charge
- B) Un montant ferme et forfaitaire annuel correspondant aux phases de services récurrents.
- C) Une variable d'ajustement.

15.2. Régime fiscal

Le présent marché est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur.

Chaque terme de paiement est assorti de la TVA.

Le Titulaire s'engage à indiquer dans ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA sur les débits.

15.3. Modalités de versement des règlements partiels définitifs

Les sommes dues au titre de chaque marché subséquent sont réglées dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique.

Ainsi, le marché fait l'objet de règlements partiels définitifs, après les vérifications prévues [à l'article 10](#) du présent CCAP, à compter de la réception des prestations réalisées et de la présentation de la facture correspondante.

15.3.1. Echelonnement des paiements :

Le montant du présent marché sera facturé par le Titulaire conformément à l'échéancier suivant :

Au titre de la partie à bons de commande :

- Phase de prise en charge et de cadrage :
 - 30% à la réunion de lancement
 - Le solde à la validation du service fait de la phase de mise en place et de cadrage (estimée 31/12/2026)
- Phase de services récurrents :
 - Paiement trimestriel terme à échoir par virement à 60 jours nets.
- Phase de réversibilité : 100% à l'issue de la validation du service fait de l'ensemble des livrables de cette phase

Le délai global et maximal de paiement, à compter de la date de réception de la facture, est de 60 jours, conformément aux dispositions du décret 2008-407 du 28 avril 2008 modifiant l'article 98 du code des marchés publics et sous réserve de conformité de la facture aux termes du marché. A défaut, elle sera renvoyée à l'émetteur.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit au bénéfice d'intérêts moratoires selon la réglementation en vigueur.

Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

15.3.1. Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>) en saisissant :

- l'identifiant de l'Ineris à savoir le numéro de SIRET 381 984 921 00019
- le numéro du marché ou le numéro du bon de commande.

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

1° La date d'émission de la facture ;

2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;

3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ;

5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;

6° La date de livraison et la description détaillée des fournitures livrées et / ou d'exécution des services ou des travaux réalisés ;

7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;

8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;

9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;

10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;

11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;

12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

13° Le RIB avec l'IBAN et le BIC, tels qu'ils sont précisés dans l'acte d'engagement (AE) et le n° Siret du Titulaire ;

15.4. Paiements des co-traitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

15.5. Répartition des paiements en cas de sous-traitance

En cas de sous-traitance, les prix des prestations sous-traitées figureront dans les actes spéciaux de sous-traitance (DC4) et seront déduits du prix de règlement au Titulaire.

15.6. Modalités de paiement direct des sous-traitants

Pour les sous-traitants, le Titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par l'Ineris à chaque sous-traitant concerné ; cette somme inclut la T.V.A.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement au Titulaire.

Cette demande de paiement, revêtue de l'acceptation du Titulaire du marché, est transmise par ce dernier à l'Ineris.

L'Ineris avise le sous-traitant de la date de réception de la demande de paiement envoyée par le Titulaire et lui indique les sommes dont le paiement à son profit est accepté par ce dernier.

Dans le cas où le Titulaire n'aurait ni opposé un refus motivé à la demande de paiement du sous-traitant, ni transmis celle-ci à l'Ineris, dans un délai de quinze jours à compter de sa réception, le sous-traitant envoie directement sa demande à l'Ineris par lettre recommandée avec avis de réception postale ou la lui remet contre récépissé dûment daté ou inscrit sur un registre tenu à cet effet.

L'Ineris met aussitôt en demeure le Titulaire, par lettre recommandée avec avis de réception postal, de lui faire la preuve dans un délai de quinze jours à compter de la réception de cette lettre, qu'il a opposé un refus motivé à son sous-traitant.

Dès réception de l'avis, le pouvoir adjudicateur informe le sous-traitant de la date de cette mise en demeure.

A l'expiration du délai prévu à l'alinéa précédent, au cas où le Titulaire ne serait pas en mesure d'apporter cette preuve, l'Ineris, paierait les sommes dues au sous-traitant dans un délai maximum fixé à l'article 15.

Article 16. RENSEIGNEMENTS BUDGETAIRES ET COMPTABLES

Le financement du marché est inscrit dans le budget de l'Ineris.

Le comptable assignataire chargé du paiement est l'agent comptable de l'Ineris.

Conformément aux dispositions de l'article 106 du CMP, en cas de cession ou de nantissement de créances, l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité devra être remis par l'organisme bénéficiaire au comptable assignataire en tant que pièce justificative pour le paiement.

Dans le cadre d'une cession de droit commun, le comptable doit détenir, outre l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité, l'exemplaire original de la signification de la cession contenant toutes les mentions qui s'imposent, ainsi que l'original de la cession. Les cessions de droit commun doivent être signifiées par voie d'huissier.

En cas de cession de créances à un établissement bancaire, le comptable doit détenir également, outre l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité, l'exemplaire original de la signification de la cession contenant toutes les mentions qui s'imposent, ainsi que l'original de la cession. Celle-ci devra être signifiée au comptable par lettre recommandée avec accusé de réception.

Pour les questions relatives au paiement, le Titulaire pourra prendre attache auprès de l'unité Finances et Agence comptable de l'Ineris.

Article 17. CLAUSE RELATIVE A L'EXECUTION DU MANDAT

Dans le cadre de l'exécution du mandat confié au Titulaire pour le paiement des prestations de formation, celui-ci agit strictement au nom et pour le compte de l'Ineris, dans le respect des règles de la commande publique et de la gestion budgétaire et comptable publique (GBCP).

Le Titulaire agit en qualité de mandataire opérationnel sans pouvoir tirer profit des conditions économiques négociées avec les organismes de formation.

Le titulaire n'intervient jamais en tant que comptable public ni ordonnateur.

17.1. Principe de validation préalable obligatoire

Aucune dépense ne peut être engagée par le Titulaire sans validation préalable expresse de l'ordonnateur de l'Ineris.

Cette validation prend la forme d'un ordonnancement formalisé, transmis au Titulaire, précisant notamment :

- La nature de la prestation ;
- Le montant engagé ;
- L'organisme de formation concerné.
- Le Titulaire s'interdit formellement :
 - D'engager une dépense sans cet ordonnancement ;
 - Ou de modifier les conditions financières validées sans accord préalable écrit.

17.2. Plafond opérationnel des engagements

Les engagements pris par le Titulaire dans le cadre du mandat sont strictement limités :

- Aux montants expressément validés via l'ordonnancement ;
- Ainsi qu'au plafond global du marché tel que défini dans les documents contractuels.

Le Titulaire ne peut en aucun cas :

- Engager une dépense excédant le montant validé pour une action donnée ;
- Cumuler des engagements conduisant à dépasser les enveloppes budgétaires notifiées.

Tout dépassement constitue un manquement grave aux obligations contractuelles.

17.3. Principe de double contrôle

La mise en œuvre des opérations financières repose sur un principe de double contrôle, assuré par :

- L'Ineris, en tant qu'ordonnateur, qui valide en amont les engagements ;
- Le Titulaire, qui assure un contrôle de conformité avant paiement.

À ce titre, le Titulaire :

- Vérifie la conformité des factures avec l'ordonnancement, la commande et le service fait ;

- S'assure de la présence de l'ensemble des pièces justificatives réglementaires (attestations de présence, conventions, etc.) ;
- Alerte sans délai l'Ineris en cas d'écart ou d'anomalie.

Aucun paiement ne peut intervenir en l'absence de ces vérifications.

17.4. Traçabilité et justification des opérations

Le Titulaire assure une traçabilité complète des opérations réalisées dans le cadre du mandat.

À ce titre, il garantit :

- L'enregistrement de toutes les étapes (engagement, liquidation, paiement) dans un système d'information sécurisé ;
- La conservation des pièces justificatives conformément aux exigences réglementaires ;
- Sa capacité à produire, à tout moment, les éléments justificatifs à la demande de l'Ineris ou des autorités de contrôle.

Ces éléments sont intégrés dans les décomptes périodiques transmis à l'Ineris.

17.5. Responsabilité du Titulaire

Le Titulaire est responsable des opérations exécutées dans le cadre du mandat, dans les conditions prévues par la convention de mandat et le présent marché.

Toute opération réalisée :

- En l'absence d'ordonnancement ;
- En dépassement des montants autorisés ;
- Ou en méconnaissance des règles de contrôle

Est susceptible d'engager sa responsabilité contractuelle.

Les sommes indûment engagées ou payées pourront être mises à sa charge, sans préjudice de l'application de pénalités ou de la résiliation du marché.

17.6. Objectif de la clause

La présente clause vise à :

- Garantir la maîtrise des engagements financiers de l'Ineris ;
- Sécuriser juridiquement l'exécution des paiements dans le cadre du mandat ;
- Assurer la conformité aux règles de la comptabilité publique et aux exigences de contrôle interne.

En cas de non-respect des règles d'ordonnancement, l'Ineris se réserve le droit de suspendre immédiatement toute capacité du Titulaire à engager ou payer des dépenses dans le cadre du mandat.

Article 18. PENALITES

Par dérogation à l'article 19 du CCAG-FCS, les pénalités suivantes s'appliquent

- 1) Sans préjudice de l'application de sanctions légales, le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable du sous-traitant et sans agrément préalable des conditions de paiement, expose le Titulaire à l'application d'une pénalité de 1 000 euros par cas constaté.

- 2) Le non-respect des dispositions de l'**article 6 Contrat de niveau de service du CCTP** expose le Titulaire à la mise en œuvre des pénalités associées et mentionnées dans le tableau du CCTP.
- 3) Le défaut de transmission ou l'insuffisance du reporting relatif au suivi des factures en fin de marché (12.10.3) donne lieu à une pénalité de 500 € par manquement constaté.
- 4) En cas de retard dans la remise du décompte périodique par rapport au délai fixé à l'article 7.2 de la convention de mandat le mandataire sera passible d'une pénalité forfaitaire non révisable de <50> € HT par jour de retard.
- 5) En cas de retard dans la transmission de l'ensemble des pièces justificatives relatives aux opérations ayant donné lieu à règlement au cours du mois précédent visées à l'article 7.3 de la convention de mandat par rapport au délai fixé à l'article 7.2 de la même convention, le mandataire sera passible d'une pénalité forfaitaire non révisable de <300> € HT par semaine de retard.
- 6) En cas de retard dans la remise des dossiers complets relatifs à l'opération et du bilan général et définitif par rapport au délai fixé à l'article 11.2 de la convention de mandat, le mandataire sera passible d'une pénalité forfaitaire non révisable de <300> € HT par semaine de retard.
- 7) Dans le cas où, du fait du mandataire, les organismes de formation titulaires de commandes conclues dans le cadre du présent mandat auraient droit à intérêts moratoires pour retard de paiement, le mandataire supporterait une pénalité égale au montant de ces intérêts moratoires.

En cas de persistance au-delà d'un mois, une pénalité complémentaire de 0,5 % du montant annuel du marché est appliquée par mois de retard.

Lorsqu'un défaut de suivi entraîne le paiement d'intérêts moratoires, le Titulaire supporte une pénalité équivalente au montant de ces intérêts.

Les pénalités prévues au présent article sont cumulables entre elles lorsqu'elles reposent sur des manquements distincts.

Toutefois, pour un même manquement, une seule pénalité peut être appliquée.

Les pénalités forfaitaires et celles issues du CCTP peuvent se cumuler dès lors qu'elles sanctionnent des obligations de nature différente.

Article 19. REGLEMENT DES LITIGES

Pour le règlement amiable des différends et litiges susceptibles de survenir en cours d'exécution du marché, il peut être fait appel à :

19.1. L'organe chargé des procédures de médiation

La saisine d'un comité consultatif de règlement amiable des différends suspend le cours des différentes prescriptions, quelle que soit la nature du contrat.

La saisine du médiateur des entreprises suspend le cours des différentes prescriptions dans les conditions prévues par l'article L. 213-6 du code de justice administrative ou, pour les marchés de droit privé, dans les conditions prévues par le code civil.

L'organe chargé des procédures de médiation est le :

Comité consultatif de règlement amiable des litiges (CCRA)
Préfecture de Meurthe-et-Moselle
1 Rue du Préfet Claude Erignac
54038 Nancy Cedex
Tél : 03.83.34.25.65

Les parties peuvent également recourir à la transaction telle que définie à l'article 2044 du code civil. L'acceptation du résultat de la transaction implique renonciation à tout recours ultérieur sur la responsabilité des parties au contrat pour le même objet.

19.2. L'instance chargée des procédures de recours

Le présent marché est soumis au droit français. En cas de recours contentieux, le litige éventuel sera soumis au tribunal administratif compétent. L'instance chargée des procédures de recours est le :

Tribunal Administratif d'Amiens
14, rue Lemerchier
CS 81114
80 011 Amiens Cedex 01
Tél : 03.22.33.61.70
Courriel : greffe.ta-amiens@juradm.fr

Article 20.RESILIATION

20.1. Résiliation du marché

20.1.1. Résiliation pour manquement

En cas de manquement du Titulaire aux obligations des présentes, non réparé dans un délai de trente (30) jours à compter de la lettre recommandée avec accusé de réception notifiant le manquement en cause, l'Ineris pourra faire valoir la résiliation du contrat, sous réserve de tous dommages et intérêts auxquels il pourrait prétendre en vertu des présentes.

20.1.2. Résiliation en cas d'atteinte d'un seuil de 20% de pénalités cumulées :

Lorsqu' en application des stipulations du CCTP le montant des pénalités dépasse 20 % des sommes facturées annuellement, l'Ineris aura la faculté de résilier le marché de plein droit, sans aucune indemnité de quelle que nature que ce soit et sans autre formalité que l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

20.1.3. Irrégularité de la situation administrative du Titulaire

L'Ineris pourra prononcer la résiliation du marché :

- en cas de refus de produire les pièces prévues aux articles D 8222-5 ou D8222-7 et 8222-8 du Code du travail,

- en cas de défaut de production des attestations d'assurance ou en cas de renseignements inexacts,
- de sous-traitance occulte.

La résiliation sera alors prononcée aux torts du Titulaire, après mise en demeure préalable restée infructueuse plus de huit jours et sans que celui-ci puisse prétendre à une quelconque indemnité de quelle que nature que ce soit.

20.1.4. Autres motifs de résiliation du marché

La résiliation par l'Ineris peut intervenir sans préavis et sans préjudice de toutes poursuites pouvant être exercée, dans les cas suivants :

- Inexactitude des documents et renseignements justifiant qu'il n'est pas dans l'un des cas d'interdiction de soumissionner prévus à l'article L2341-1 de l'Ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique.
 - Défaut de production des pièces établissant la régularité du Titulaire au titre des dispositions [de lutte contre le travail dissimulé](#).
 - En cas de défaillances répétées aux obligations posées par le présent Accord Cadre.
 - En cas de violation de l'obligation de confidentialité prévue au CCAG-FCS.
 - En cas de modification unilatérale de l'Accord Cadre, ou si le Titulaire n'est plus en mesure d'exécuter le contrat d'Accord Cadre dans les conditions du paragraphe « [Clause de Réexamen](#) » du présent CCAP.

Dans ces cas :

Le Titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation, sous quelque forme que ce soit. Sans préjudice des éventuelles pénalités dues au titre des présentes, le Titulaire sera redevable à l'Ineris d'une pénalité égale à 10% du montant de la fraction non exécutée des bons de commandes émis.

20.1.5. Redressement, liquidation judiciaire,

L'Ineris informe le Titulaire que si, durant le marché, son entreprise est en difficulté sur le plan judiciaire, elle doit, par l'intermédiaire de son représentant, de l'administrateur judiciaire ou du liquidateur désigné, adresser à l'Ineris dans les quinze jours qui suivent la décision de justice, une copie de tous les actes judiciaires relatifs au jugement de faillite personnelle, redressement ou liquidation judiciaire, ainsi qu'une copie de tous les documents afférents aux autorisations de poursuite des activités du Titulaire.

Le marché est résilié, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L. 622-13 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du Titulaire.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement.

Toute résiliation aux torts du Titulaire :

- Est prononcée sans indemnité pour le Titulaire et ne nécessite pas de faire une nouvelle fourniture,
- Peut faire l'objet à l'encontre du Titulaire de pénalité et de dommages et intérêts à verser à l'Ineris,
- Ne fera pas l'objet d'une exécution aux torts et aux risques du Titulaire.

20.2. Observations du Titulaire en cas de résiliation

En cas d'échec du processus de gestion des risques et avant de prononcer la décision définitive de résiliation, l'Ineris met en demeure le Titulaire de s'exécuter dans un délai d'un mois.

Dès réception de cette mise en demeure, le Titulaire doit s'exécuter et présenter ses observations avant la fin dudit délai prévu par l'Ineris.

Article 21. EXECUTION AU FRAIS ET RISQUES

Il pourra être pourvu, par l'Ineris, dans les conditions de l'article 36 du CCAG FCS, à l'exécution de la fourniture ou du service aux frais et risques du Titulaire soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, peut ne souffrir aucun retard, soit si la résiliation du marché prononcée prévoit cette mesure.

S'il n'était pas possible à l'Ineris de se procurer, dans des conditions qui lui conviennent, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue au marché, elle pourrait y substituer des prestations équivalentes.

Le Titulaire du marché résilié ne sera pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations réalisées à ses frais et risques.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire sera à sa charge. La diminution des dépenses ne lui profitera pas.

Article 22.UTILISATION DE LA LANGUE FRANÇAISE

En application de la loi n° 94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française, l'ensemble des livrables demandés au titre du marché doit être rédigé en français.

Dans le cas où le Titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales qui pourrait avoir lieu entre l'Ineris et le Titulaire durant la phase d'exécution s'effectuera en français.

Article 23.ASSURANCES

Le Titulaire s'engage à garantir l'Ineris pour tous les dommages causés aux biens et aux personnes pouvant résulter de l'intervention de ses collaborateurs pour la réalisation des prestations, quelle que soit la nature des sinistres causés.

Les polices souscrites tiennent compte notamment des préjudices liés à la divulgation d'informations confidentielles.

Le Titulaire s'engage à s'assurer, pour l'ensemble de ces dommages, auprès d'une compagnie d'assurance agréée et à fournir sa ou ses polices d'assurance sur demande de l'Ineris. En cas de sinistre, le Titulaire prend à sa charge le montant des franchises éventuelles prévues dans les polices souscrites.

Article 24.RESPONSABILITE

Le Titulaire s'engage à ce que les éléments livrés soient conformes au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Toutes les vérifications ou contrôles qui pourraient être effectués par l'Ineris n'exonèrent en rien la responsabilité du Titulaire au titre de ses obligations.

Toutes les prestations effectuées par le Titulaire le seront avec son personnel, son matériel ou le matériel mis à sa disposition qui est et restera sous sa seule et entière responsabilité.

Le Titulaire est responsable des dommages causés à l'occasion de l'exécution des obligations résultant du présent marché.

Le Titulaire garantit l'Ineris contre tous recours, contraventions, amendes qui pourraient s'exercer contre eux du fait de la non-observation par le Titulaire du droit des tiers ainsi que de la réglementation applicable au Titulaire notamment en matière d'hygiène et sécurité.

Le Titulaire garantit qu'il dispose de tous les droits sur les matériels nécessaires à la bonne exécution du marché.

Il est précisé que tous règlements amiables et transactions effectués par le Titulaire ou ses assureurs, sans l'accord de l'Ineris, sont inopposables à ce dernier.

Le Titulaire assurera, toutes les conséquences de la responsabilité civile qu'il encourt en application du droit commun vis-à-vis de l'Ineris en raison de tous dommages corporels et/ou matériels et/ou immatériels causés aux tiers par son propre personnel ou par tout bien meuble ou immeuble dont il aurait le contrôle, la direction ou la garde ou pour la part des obligations lui incombant.

Pour les prestations réalisées sur site, le Titulaire garantit l'Ineris contre tous recours et actions exercés contre ce dernier de ce chef, et ce aussi longtemps que la responsabilité de l'Ineris et ses entreprises hébergées pourra être recherchée.

Le Titulaire s'engage également à assister l'Ineris, à leur demande, dans tous les litiges qui pourraient l'opposer à un tiers du fait du présent marché.

La responsabilité du Titulaire est limitée aux dommages directs.

Article 25.CESSIION DU MARCHE

Le Titulaire doit informer l'Ineris de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise Titulaire et de tout projet de cession du marché dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront réclamés par l'Ineris concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est transféré ou cédé.

L'Ineris peut s'opposer à cette cession, sauf lorsqu'il est fait application de la loi n°85-98 du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaire des entreprises, ou dans les cas de fusion, notamment lorsque l'activité du Titulaire est cédée à la seule condition que le repreneur présente au moins les mêmes compétences et garanties au regard de l'Ineris et que le cessionnaire accepte les conditions du marché.

En cas d'acceptation de la cession du marché par l'Ineris, un avenant constatant le transfert au nouveau Titulaire sera rédigé.

En cas de cession du présent marché, le Titulaire devra remettre à l’Ineris, dès la prise d’effet de la cession du marché et sans formalité supplémentaire, tous les documents en sa possession concernant les travaux effectués pour son exécution.

Par suite d’une décision légale et réglementaire, l’Ineris peut être obligé à transférer tout ou une partie du marché.

Article 26.DEROGATIONS

[L’article 8.1](#) « Documents contractuels du marché » déroge à l’article 4.1 « ordre de priorité » du CCAG

[L’article 8.2](#) « Pièces à remettre au Titulaire » déroge à l’article 4.2.1 et 4.2.2 du CCAG-FCS

[L’article 11.5](#) « représentation des parties » déroge à l’article 3.4.1 du CCAG-FCS

[L’article 14](#) « Confidentialité » déroge à l’article 5.1.1 du CCAG-FCS.

[L’article 18](#) « Pénalités » déroge à l’article 19 du CCAG-FCS.

Article 27.ANNEXE PLAN DE REVERSIBILITE DU PRESENT MARCHE (à compléter par le Titulaire)

1. Présentation générale de la réversibilité

1.1 Objectifs de la réversibilité

Le plan de réversibilité vise à garantir :

- la continuité du service à l'issue du marché ;
 - la transférabilité complète des activités ;
 - la sécurisation des données, flux et engagements financiers ;
 - l'autonomie de reprise par l'Ineris ou un tiers.
-

1.2 Périmètre de la réversibilité

Le périmètre couvre l'ensemble des prestations du marché, notamment :

- gestion administrative des actions de formation ;
 - gestion contractuelle et relation avec les organismes de formation ;
 - gestion financière dans le cadre du mandat ;
 - reporting et pilotage ;
 - utilisation de la solution SkillUp.
-

2. Organisation de la réversibilité

2.1 Gouvernance

Le candidat décrit :

- l'organisation mise en place pour piloter la réversibilité ;
 - les rôles et responsabilités (chef de projet réversibilité, référents...) ;
 - les modalités de coordination avec l'Ineris.
-

2.2 Planning prévisionnel

Le candidat propose :

- un calendrier détaillé de la phase de réversibilité (2 mois minimum) ;
 - les principales étapes ;
 - les jalons de validation.
-

3. Livrables de réversibilité

3.1 Documentation opérationnelle

Le candidat décrit les modalités de production et de mise à disposition :

- procédures détaillées (gestion des formations, urgences, annulations...) ;
 - modes opératoires associés ;
 - règles de gestion appliquées (délais, priorisation...).
-

3.2 Cartographie des flux

Le candidat précise :

- les flux d'information (demande, validation, communication) ;
- les flux financiers (ordonnancement, facturation, paiement) ;

- les interactions avec la solution SkillUp ;
 - les points de contrôle et validations.
-

3.3 Données et dossiers

Le candidat décrit :

- les modalités de complétude des dossiers dans SkillUp ;
 - les contrôles mis en œuvre ;
 - les traitements des données hors SI (le cas échéant).
-

4. État de situation des dossiers en cours

Le candidat détaille :

- la méthode de constitution d'un état exhaustif des dossiers en cours comprenant :
 - actions programmées ;
 - actions en cours ;
 - actions non clôturées ;
 - engagements financiers ;
 - factures non reçues / non traitées ;
 - le format de restitution (tableau structuré, export SI...);
 - la fréquence de mise à jour.
-

5. Gestion des actions de formation en fin de marché

Le candidat précise :

- les modalités de gestion des actions engagées jusqu'à leur terme ;
 - l'organisation mise en place pour :
 - assurer le paiement des organismes de formation ;
 - garantir le respect des délais ;
 - assurer la clôture des dossiers.
-

6. Plan de réduction des dossiers non finalisés

Le candidat décrit :

- les actions spécifiques mises en œuvre à partir de la fin du marché ;
- les priorisations opérées ;
- les moyens dédiés ;

Objectif : réduction maximale du nombre de dossiers non finalisés.

7. Suivi des factures en fin de marché

Le candidat propose :

- un **modèle de reporting mensuel (à partir d'octobre 2031)** incluant :
 - factures non reçues ;
 - factures reçues non payées ;
 - délais de traitement ;
 - risques et actions correctives ;
 - un format exploitable (tableau structuré).
-

8. Suivi en comité de pilotage

Le candidat précise :

- les modalités de présentation trimestrielle en COPIL ;
 - les indicateurs suivis ;
 - les supports utilisés ;
 - les analyses et plans d'actions associés.
-

9. Organisation du transfert de compétences

Le candidat décrit :

- les modalités de transfert (réunions, formations, tutorat...) ;
 - les supports fournis ;
 - les moyens mobilisés ;
 - les conditions de mise en autonomie du repreneur.
-

10. Moyens humains dédiés à la réversibilité

Le candidat précise :

- les profils mobilisés ;
 - leur niveau d'expérience ;
 - leur disponibilité ;
 - les modalités de maintien des compétences.
-

11. Risques et mesures de sécurisation

Le candidat identifie :

- les principaux risques de réversibilité :
 - retard de facturation OF
 - dossiers incomplets
 - dépendance outil
 - continuité paiement
 - les mesures de mitigation associées.
-

12. Engagements du candidat

Le candidat s'engage à :

- assurer une réversibilité complète, documentée et opérationnelle ;
- garantir la qualité et la fiabilité des données transmises ;
- réduire au minimum les dossiers non soldés ;
- fournir des livrables exploitables immédiatement.

